

TROIS CRIMES DE LA SINISTRE MILICE

Le 30 janvier 1943, le Régime pétainiste, qui a vu se renforcer la lutte de Résistance et est sensible à la dégradation en faveur des Alliés du rapport de forces militaires avec l'Allemagne nazie, va décider la création d'un nouvel organe répressif, la «Milice française».

Absorbant le Service d'Ordre Légionnaire (S.O.L.), placée sous la direction de Joseph Darnand, qui deviendra Waffen-SS en août 1943, et sera nommé en janvier 1944 Secrétaire général au maintien de l'Ordre du Régime pétainiste, la nouvelle formation, à l'idéologie fasciste affir-

mée, anticommuniste, antigaulliste et antisémite, militarisée et fortement armée, va être utilisée dans la lutte contre les Résistants, contre les maquis renforcés par des jeunes refusant le S.T.O., qui se sont multipliés dans de nombreuses régions, et dans la répression antisémite.

En ce début 1944, elle va tragiquement s'«illustrer» contre les Patriotes du Vercors, des Glières ou du Mont-Mouchet, dans le meurtre de Juifs comme à Rilleux-la-Pape. Elle va aussi assassiner de manière ciblée des personnalités parce que républicaines, laïques, juives...

VICTOR BASCH



Né le 18 août 1863 à Budapest, en Hongrie, Victor Basch est le fils de Raphael Basch, correspondant depuis 1875 à Paris du journal viennois *Die Neue Freie Press*. Après des études à Paris au lycée Condorcet, il devint en 1885 agrégé d'alle-

mand et sera nommé chargé de cours à la Faculté des Lettres de Nancy (littérature étrangère), puis à celle de Rennes en 1886.

Convaincu lors de l'«Affaire Dreyfus» de l'innocence du capitaine accusé de trahison au profit de l'Allemagne, il donne son adhésion à la «Ligue des droits de l'homme», constituée en juin 1898 et à laquelle il se consacrera pendant plus de trente ans ; il en crée à Rennes en janvier 1899 la première section de province, dont il devient le président en 1905.

Lors du second procès de Dreyfus, qui s'ouvre à Rennes le 7 août 1899, sa maison devient le lieu de rencontre des témoins de la défense ; ce qui lui vaut d'être agressé par des étudiants nationalistes. En février 1907, Victor Basch entre au comité central de la Ligue des droits de l'homme, dont en juin 1909, il devient vice-président. Influencé par Jaurès, il donne aussi son adhésion au Parti socialiste.

Partisan de la paix par le droit, mais convaincu des responsabilités de l'Allemagne et de l'Autriche, Basch se rallie à l'Union sacrée. Ainsi, il écrit en 1915, *La guerre et le droit*, dans lequel il souligne le rôle de l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement du conflit. En 1916, il fait un voyage aux États-Unis afin de persuader les Juifs américains de hâter l'entrée en guerre de leur pays contre l'Allemagne.

En 1920, lors du Congrès de Tours du Parti socialiste (SFIO) qui se prononce majoritairement pour l'adhésion à l'Internationale communiste, il fut un des 158 signataires de la motion Blum «pour l'unité internationale».

En novembre 1926, à la retraite de Ferdinand Buisson, il est élu président de la Ligue des Droits de l'homme, multipliant les conférences, les voyages à l'étranger, les visites des Fédérations. Il se donna à de multiples causes : défense de Caillaux, lutte pour la paix, lutte pour une politique de réconciliation avec l'Allemagne de Weimar, lutte contre l'antisémitisme et défense d'un sionisme modéré.

Après 1933, il proclama la nécessité de lutter contre le fascisme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par de nombreux articles et interventions, il dénonça la menace que l'hitlérisme faisait peser sur l'Europe, s'opposant à ses collègues «pacifistes» de la Ligue.

Il offrit l'asile de la Ligue à de nombreux

exilés italiens, allemands, autrichiens, Il alla en Autriche réclamer du chancelier Schuschnigg le respect des droits de la défense, se faisant le mandataire des socialistes autrichiens.

À la veille du 6 février 1934, avec Émile Kahn, secrétaire général de la Ligue, il rencontra le dirigeant de la CGT Léon Jouhaux et, au lendemain de l'émeute, il voulut engager la Ligue dans la riposte républicaine. La majorité de la Ligue refusant de s'associer collectivement à la manifestation prévue pour le 12 février, il préserva les droits individuels des membres, faisant savoir qu'il se rendrait à la manifestation. Les *Cahiers des Droits de l'Homme* consacrèrent deux numéros spéciaux aux événements du 6 février («*Le coup de main fasciste et la riposte républicaine*»), «*le 6 février : Rapport et conclusions de la Commission spéciale de la Ligue des droits de l'homme*»).

Après les premiers procès de Moscou de l'été 1936, des membres pacifistes de la Ligue critiquèrent vivement la politique de la LDH vis-à-vis de l'URSS. Le comité central avait désigné une commission de trois membres, composée de Victor Basch, Raymond Rosenmark, et Boris Mirkine-Guetzévitch, chargée d'enquêter sur les procès, qui conclura à la validité des aveux et à la culpabilité des accusés ; ce qui ouvrit une crise au sein de la Ligue : en juillet 1937, 7 membres du comité central démissionnèrent.

Victor Basch fut un des instigateurs de l'unité d'action des forces de gauche. Le 18 janvier 1935, il présida un meeting commun au Parti socialiste, au Parti communiste, à la Fédération de la Seine du Parti radical, au Parti radical Camille-Pelletan, à la Ligue des droits de l'homme, à la CGTU, à la CGT. Il présida le Comité national du Rassemblement populaire et fut, avec Émile Kahn, un des organisateurs du Comité d'organisation des «Assises de la Paix et de la Liberté» qu'il présida au vélodrome Buffalo le 14 juillet 1935, au cours desquelles fut prêté le fameux serment. Il favorisa par sa démarche conciliatrice l'élaboration du Programme du Rassemblement populaire.

Opposé à la politique de non-intervention en Espagne, il présida avec Paul Langevin le «Comité d'aide à l'Espagne républicaine», et alla à Londres réclamer de l'aide pour les républicains.

En 1938, il s'opposa à l'accord de Munich. À l'annonce de la signature du Pacte germano-soviétique en 1939, il protesta contre ce qu'il ressentit comme une volte-face de l'URSS.

Pendant l'Occupation, il se réfugia à Lyon avec sa femme, Hélène Furth (ils avaient cinq enfants). Refusant de se cacher, il entra en contact à Lyon avec le «Front national» clandestin.

Le 10 janvier 1944, à 19 heures, Victor Basch (81 ans) et sa femme (82 ans), furent enlevés à leur domicile par un commando de miliciens et de militaires allemands, ayant à leur tête Paul Touvier, le chef régional de la Milice Joseph Lécussan, Henri Gonnet, chef départe-

mental du 2^e service de la Milice et le lieutenant A. Moritz, membre du SIPO-SD allemand à Lyon. On retrouva leurs corps criblés de balles sur une petite route à Neyron, dans l'Ain. Sur celui de Victor Basch, cet écriteau : «*Terreur contre terreur. le juif paie toujours. Ce juif paye de sa vie l'assassinat d'un National. À bas de Gaulle-Giraud. Vive la France*». À la Libération, Gonnet et Lécussan seront fusillés.

La Ligue des droits de l'homme commémora la mort de Victor Basch le 9 janvier 1945 à la Sorbonne. Une salle Victor-Basch fut inaugurée le 16 mars 1994 à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).

GEORGES MANDEL



Né en 1885 en Région parisienne, à Chatou dans la famille d'un tailleur juif alsacien ayant quitté en 1871 l'Alsace annexée par l'Empire d'Allemagne après la défaite française lors de la guerre de 1870, Georges Mandel sera pen-

dant son adolescence lycéenne marqué par les débats de l'Affaire Dreyfus.

Il deviendra journaliste à 17 ans, entrant à 21 ans à *L'Aurore*, dont Georges Clémenceau sera rédacteur en chef à partir de juin 1903 jusqu'à son accession au pouvoir en 1906. Clémenceau avec lequel il aura des relations très étroites non exemptes de situations conflictuelles avec "le Tigre" qui n'apprécie pas toujours ses initiatives ou ses coups politiques.

Clémenceau devenant le 20 octobre 1906 président du Conseil et le restant jusqu'au 20 juillet 1909, Georges Mandel va dès lors fréquenter les allées du pouvoir.

En 1917, Clémenceau redevient président du Conseil à un moment particulièrement difficile pour les armées françaises, Georges Mandel, qui devient son chef de cabinet, contribue au choix de la plupart des ministres.

Maire de Soulac, il est en 1919 élu député de la Gironde avec la vague "Bleu horizon", et conseiller général du canton de Lescarre, il devient en janvier 1920 président du Conseil général de la Gironde.

Battu en 1924 face au Cartel des gauches, il retrouvera son siège de député en 1928, et le gardera jusqu'à la Guerre, devenant en 1932 Président du Groupe des Indépendants.

À partir des années trente, Mandel dénonce le péril allemand. Le 9 novembre 1933, il fait un discours à la Chambre qui est publié sous forme de brochure sous le titre : *l'Allemagne réarme. Que faire ?*

Le 8 novembre 1934, il entre comme ministre des Postes et des Télécommunications dans